L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE B.P. 365 75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6e ANNEE JEUDI 12 SEPT. 1974 N° 240

Face aux préparatifs de guerre soviéto-américaine

Face à l'intensification des préparatifs d'agression des révisionnistes soviétique en Europe

IL FAUT RENFORCER LA DEFENSE NATIONALE

Voici maintenant plusieurs mois que l'armée et le service militaire sont au centre de bien des débats politiques dans notre pays. Certaines organisations sont allées jusqu'à y consacrer l'essentiel de leur activité : c'est le cas de certaines organisations trotskystes ainsi que des jeunesses révisionnistes à qui la clique de Georges Marchais a confié la tâche de démobiliser la jeunesse révolutionnaire de France.

Pourquoi cette effervescence et quelle attitude le prolétariat révolutionnaire doit-il prendre sur cette question fondamentale. Pour nous, marxistes, l'armée est le pilier principal de l'Etat et elle est au service de la classe dominante, qui est dans notre pays la bourgeoisie monopoliste française. Pour cette raison la tâche première et constante de l'armée en France c'est de maintenir le régime capitaliste et de prévenir la révolution prolétarienne, ainsi que de défendre les intérêts impérialistes du capital monopoleur dans les colonies et néo-colonies. Cependant, dans la situation du monde d'aujourd'hui le capital monopoleur ouest-européen ne se trouve pas seulement en opposition avec le prolétariat d'Europe et les peuples du Tiers-Monde mais aussi ses intérêts de classe le poussent à s'opposer à la double-hégémonie soviéto-américaine. Pour cette raison les pays européens ont été conduits à développer leur défense nationale qui même en temps de paix est un facteur d'indépendance face aux pressions, aux vexations et au chantage exercés par les deux super-puissances. En aucun cas le prolétariat révolutionnaire ne saurait remporter des succès dans la lutte sans prendre en compte ces deux caractères de l'armée.

Dans les deux cas le maintien et le renforcement de la préparation militaire dans le cadre du service national a une extrême importance. Déjà à la fin du siècle dernier le grand éducateur révolutionnaire du prolétariat, Engels, soulignait que les nécessités de la guerre moderne avait contraint la bourgeoisie à développer la conscription et que c'était là une bonne chose qui permettrait au prolétariat le moment venu de retourner ses fusils contre ses exploiteurs. D'autre part, face à la rivalité soviéto-américaine et aux préparatifs d'agression frénétiques menés en Europe par les sociaux-impérialistes soviétiques la mobilisation et la préparation militaire du peuple revêt une importance capitale, car en définitive c'est toujours les masses qui jouent le rôle déterminant dans une guerre, même si les armes ne doivent pas être négligées.

Aussi la propagande « anti-militariste » actuelle menée par les dirigeants révisionnistes du P« C »F est-elle tout à fait réactionnaire car elle vise à désarmer les masses populaires face à leurs pires ennemis. En effet, leur propagande vise à accréditer l'idée que « l'armée ne sert à rien » ou encore que « le service militaire d'un an c'est du temps perdu ».

Cette campagne conduit tout droit à la création d'une armée de métier, une armée de mercenaires contre-révolutionnaires incapable de défendre le pays et entièrement consacrée à la répression des masses populaires. C'est une farce de prétendre réduire le service national à 6 mois, car il est impossible d'acquérir une formation militaire sérieuse en si peu de temps. La revendication du service à 6 mois n'est rien d'autre qu'une forme déguisée de suppression de la conscription. Car à partir du moment où l'on a accrédité l'idée de l'inutilité du service militaire rien ne justifie un service de 6 mois.

(Suite page 5)

FAITS POUR S'ENTENDRE

«L'ouverture du gaullisme à la gauche et de la gauche au gaullisme me paraît aujourd'hui correspondre à l'attente de la société française et à l'intérêt de chacun des partenaires ».

Ces paroles ne sont pas, comme on pourrait le croire, un nouvel appel de Marchais au gaullistes. Ce sont des déclarations faites par Charbonnel, ex-ministre de Pompidou, membre du comité central de l'UDR. Elles constituent un nouvel élément dans les préparatifs de réalisation de l'« union sacrée ».

Dans cette interview au « Monde », Charbonnel ajoute : « *la politique économique du gouvernement ne peut réussir que si la discipline et les sacrifices qu'elle demande aux travailleurs, aux consommateurs, aux entreprises, sont acceptés par une large partie de l'opinion. Or il n'en est manifestement rien, du moins pour l'instant. Et si le gouvernement décide de rendre plus sévère sa politique, je doute qu'il obtienne une adhésion plus profonde de la nation. Au-delà des séductions de l'instant, des mirages et des rêves, là est le fond du problème. Je souhaite que tous les Français en prennent conscience.* »

Ce qui a le mérite de la clarté. Pour imposer des sacrifices aux travailleurs il faut faire appel à la prétendue « gauche ». Elle seule a les moyens d'imposer la « discipline » nécessaire pour renforcer l'exploitation des travailleurs. Charbonnel dit tout haut ce que chaque capitaliste pense tout bas.

A la suite de ces déclarations, Andrieu devait déclarer : « *Nous ne sommes qu'au début de ce mouvement.* »

Pour rafraîchir si nécessaire les mémoires rappelons qui est ce Charbonnel qui se veut et que les révisionnistes veulent « progressiste » dorénavant. Le 24 septembre 1972 devant une assemblée de l'UDR il appelait les militants gaullistes à espionner et à dénoncer le senseignants progressistes en ces termes : « *Vous devez, vous, militants gaullistes, signaler tous les manquements, les signaler à votre député de la majorité et par son intermédiaire au gouvernement. C'est là où le contrôle du peuple qui s'exerce par vous doit se manifester. Souvent, les hiérarchies couvrent certains agissements. Si un instituteur ou un professeur profite de l'autorité morale qu'il a sur des enfants pour leur enseigner le maoïsme ou les doctrines de M. Rocard, nous devons être informés et agir pour empêcher que ce genre de choses ne se passe.* »

Il est vrai que dans la chasse au « maoïsme » comme ils disent, Charbonnel et les révisionnistes sont faits pour s'entendre : dans cette sale besogne Charbonnel trouvera dans les révisionnistes ses meilleurs complices et les plus efficaces selon lui. En une autre circonstance Charbonnel et les révisionnistes ont démontré leur profonde affinité contre-révolutionnaire et leur collaboration : lors de la lutte des Lip. Alors que Charbonnel dénonçait les « *syndicalistes irresponsables* », le bureau confédéral de la CGT dénonçait « *les chefs de file irresponsables* » et Krasucki « *le comportement de certains éléments irresponsables* ». On comprend ainsi ce que signifie « l'ouverture de la gauche au gaullisme ». Cette collaboration qui se prépare vise à réprimer les révolutionnaires et les luttes de la classe ouvrière.

Les révisionnistes portugais au service du patronat et de la bourgeoisie

Les travailleurs portugais n'hésitent pas à braver les interdictions des révisionnistes.

Quelques mois à peine après le coup d'Etat militaire qui chassa un gouvernement trop usé pour opprimer encore efficacement les masses travailleuses portugaises, les nouveaux maîtres du Portugal ôtent le masque dont ils se servaient pour mystifier le peuple. La répression est à l'ordre du jour et les trusts capitalistes Champalimaud, Espirito Santo et Quina se déclarent satisfaits des « mesures efficaces » prises par le gouvernement pour assurer le maintien de la productivité et de leurs profits...

C'est le gouvernement soi-disant « progressiste » où siègent des ministres pseudo-communistes (révisionnistes) qui vient **d'interdire** les réunions « contraires à la loi et à l'ordre public » capitaliste ainsi que celles « qui offensent l'honneur et la considération des pouvoirs publics et de l'armée » au service du capitalisme. Par ailleurs sont maintenant interdites toutes les manifestations qui doivent se dérouler à proximité des immeubles de la police, de l'armée, des ambassades ou des partis politiques. Enfin, pour que les forces de la répression soient judicieusement utilisées, il est désormais **obligatoire d'informer la police deux jours à l'avance** pour toute manifestation, réunion, meeting devant se tenir dans un lieu public ou privé... Comme on le voit, le Portugal, sous la houlette conjointe des révisionnistes et des sociaux-démocrates, « avance à grands pas vers la démocratie et le socialisme » ! A la vérité, les brigades militaires de « maintien de l'ordre » du COPCON — créé à la suite du coup d'Etat pour remplacer la sinistre PIDE — n'avaient pas attendu ces nouvelles lois scélérates pour réprimer dans le sang les manifestations organisées à Lisbonne au début du mois par les mouvements antifascistes et anticolonialistes : au fascisme policier moyennageux de Salazar succède le fascisme militaire sophistiqué des social-traîtres, qui viennent de créer un « conseil des chefs d'état-major » afin de « séparer le pouvoir politique et le pouvoir militaire », c'est-à-dire de donner carte blanche à l'état-major fasciste pour réprimer les mouvements populaires de masse tout en essayant de garder les mains blanches.

Ouant au ministre révisionniste du travail, il a avancé, lui, a grands pas dans sa sale besogne de valet du patronat et de la bourgeoisie capitaliste : il vient en effet d'élaborer un **décret-loi anti-grève** ultra-répressif, promulgué dès le 27 août. Il vaut la peine de voir concrètement de quoi sont capables les révisionnistes au pouvoir :

1. Le droit de grève est refusé aux militaires, aux policiers, aux magistrats et aux gardiens de prison. Cela est très logique : l'Etat capitaliste ne peut évidemment se priver de ses bandes armées ni d'aucun des autres piliers sur lesquels s'asseoit la dictature violente de la bourgeoisie.

2. Le droit de grève est considérablement limité pour les fonctionnaires et tous les agents des services publics. On annonce à ce sujet une loi spéciale, dont les observateurs pensent qu'elle pourrait ressembler à la trop fameuse loi Pompidou du 31 juillet 1963, qui a notamment institué en France le préavis obligatoire et l'interdiction des grèves tournantes. Edifiant modèle pour le compère portugais de M. Marchais, qui a aussitôt réquisitionné le personnel en grève de la compagnie aérienne TAP...

3. Atteintes généralisées au droit de grève pour l'ensemble des travailleurs du secteur privé. A l'instigation du ministre révisionniste, le gouvernement portugais a décidé que **seront illégales toutes les grèves politiques et les grèves de solidarité**, et a officiellement autorisé les patrons à lock-outer les travailleurs au cas où ceux-ci passeraient outre. De même le gouvernement a interdit les grèves « visant à modifier une convention collective » (!) ainsi que toutes les grèves tournantes et les grèves perlées.

Ces messieurs ont pensé sans doute que cela ne suffirait pas à museler les travailleurs. Ils ont rajouté à leur chef-d'œuvre répressif deux dispositions qui sont autant de précautions : pour empêcher les grèves surprises et les débrayages décidés à la base, ils ont institué un **préavis de cinq semaines, obligatoire avant toute grève** ! Ils ont enfin, pour le cas où certaines luttes parviendraient à échapper aux mailles de cet ignoble filet anti-ouvrier, interdit l'occupation des usines en grève (grèves sur le tas)...

Surpris eux-mêmes par la vigueur des luttes anti-capitalistes menées par le peuple portugais, les révisionnistes au pouvoir se sont placés à la pointe de la répression anti-populaire. Ils ont vite compris que la grève est l'arme la plus efficace dont dispose la classe ouvrière dans les luttes quotidiennes : ils ont donc décidé, en fidèles serviteurs du capital, de s'attaquer à cette conquête fondamentale des masses travailleuses. Mais ce faisant ils ont révélé qu'ils se situaient dans le camp de la bourgeoisie et qu'ils en étaient les agents dévoués. L'avenir dira que cette démonstration sera comprise des travailleurs portugais en lutte pour le pain et le socialisme.

DÉMASQUER LES MANŒUVRES RÉVISIONNISTES, TACHE FONDAMENTALE POUR LES PAYSANS RÉVOLUTIONNAIRES

Parce que particulièrement touchés par la crise générale impérialiste et en particulier par celle du capital monopoleur européen, la paysannerie pauvre et moyenne endettée de notre pays est rentrée en force dans les grandes batailles de classe de l'automne.

Ce capital monopoleur avait toujours ménagé au mieux la paysannerie, au point de laisser la production agricole dans un état anarchique pendant des décennies entières, pour mieux pouvoir l'opposer au prolétariat des villes dirigé par un parti communiste authentique.

Aujourd'hui, comptant sur la clique révisionniste Marchais pour maintenir la « paix sociale » au moins dans les usines — voire les récentes déclarations du bonze Séguy — au prix de quelques concessions du gouvernement vis-à-vis des Soviétiques, les monopoleurs peuvent saigner à blanc la paysannerie travailleuse. L'endettement des petits et moyens paysans est aujourd'hui considérable. Le revenu de ces deux couches aura baissé cette année de 15 à 20 %.

MAIS VOILA !

LES PAYSANS, PETITS ET MOYENS, NE VEULENT PAS PAYER LA CRISE.

Dans toutes les provinces, ils se sont soulevés et ont organisé des mouvements de protestation.

Bien sûr, cela n'a pas été sans difficultés, car les agents du gouvernement que sont les dirigeants de la FNSEA ou du CNJA, ainsi que les réactionnaires révisionnistes dirigeants du MODEF, ont tout fait pour dévoyer et finalement tenter de stopper le mouvement.

Cependant les méthodes et les buts immédiats de ceux-ci ont été quelque peu différents.

Pour ce qui est de la FNSEA, c'est assez clair en particulier pour les paysans révolutionnaires. Leur politique vise à détourner ceux-ci du combat contre les véritables responsables de la baisse des revenus paysans : les trusts agro-alimentaires, les « coopératives-capitalistes » et les hobereaux locaux pour les orienter vers les préfectures quémander quelques « mesures ».

Pour ce qui concerne les buts immédiats des dirigeants révisionnistes du MODEF, c'est en apparence moins clair. D'autant qu'on associe volontiers leur action « démocratique » à celle de la prétendue « gauche ». Ce qui n'est pas le cas de la FNSEA.

L'apparence c'est la défense de la petite propriété individuelle de la terre. C'est encore la prise de position pour des actions « dures ».

La réalité, cependant, apparaît bien vite si l'on gratte un peu les déclarations pompeuses des dirigeants révisionnistes. La réalité c'est la défense démagogique de la PETITE propriété sachant bien qu'elle est condamnée, et par le développement du capitalisme monopoliste aujourd'hui et par le socialisme demain. La réalité c'est que leur ligne politique ne vise qu'à essayer de se renforcer dans la paysannerie par tous les moyens, la démagogie ou la participation à des actions mêmes violentes et illégales de la paysannerie où ils peuvent en avoir le contrôle.

Renforcement de leur influence qui leur permettrait d'asseoir avec une assise de masse encore plus large leur prétention à des fauteuils ministériels et favoriserait ainsi les efforts de leurs maîtres sociaux-impérialistes de Moscou pour la domination en Europe.

Démasquer aujourd'hui **toutes** les manœuvres des révisionnistes pour le contrôle du mouvement paysan, c'est les démasquer comme les pires réactionnaires.

Soutenir et développer le mouvement de la paysannerie travailleuse pour l'amélioration de ses conditions de vie, passe obligatoirement par une dénonciation des dirigeants révisionnistes du P« C »F et du MODEF sans compromis et également de leurs maîtres sociaux-impérialistes soviétiques ! **Voilà aujourd'hui la tâche des paysans révolutionnaires !**

MARCHANDAGE REVISIONNISTE!

La société capitaliste dans le monde connait de grandes difficultés. Giscard d'Estaing qui est un des animateurs du capitalisme exploiteur dans notre pays voudrait pouvoir juguler l'inflation sur le dos de la classe ouvrière, des masses populaires. Mais comme les choses ne sont pas faciles, pour faire avaler la pilulle à la classe ouvrière, aux masses populaires, la bourgeoisie utilise certains éléments bourgeois de la prétendue « gauche » qui tiennent à apporter leur concours, pour maintenir en place ce système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Donc en ce début septembre, l'homme de pointe de la bourgeoisie, susceptible de tromper encore un certain temps la classe ouvrière, les masses populaires c'est le révisionniste Georges Seguy, secrétaire général de la C.G.T., membre du bureau politique du P.« C. »F., qui s'affirme à la tête de cette ligne de collaboration de classes. Dans sa roue le réformiste, bon teint, Edmond Maire de la C.F.D.T. sous couvert d'unité syndicale au sommet entonne le même couplet. Peut-être pourrions-nous aussi citer un troisième larron, André Bergeron de F.O.C.I.A. qui tient à ne pas être distancé de ce peloton de collaboration de classes et qui réclame la réduction ou suppression de la T.V.A. sur les produits de première nécessité, le blocage des principaux prix et services pendant une période donnée, la compression des marges bénéficiaires comme le réclame d'ailleurs les état-majors C.G.T. et C.F.D.T.

Mais le plus trompeur de ces « leaders », c'est bien le révisionniste Georges Seguy qui déclarait l'année précédente au Palais des Sports de la Porte de Versailles à Paris : « **Sur le front syndical où nous combattons, nous devons être partout, à l'initiative de l'action, à la tête des luttes de travailleurs.** » Comme nous l'avons écrit en son temps dans un article « Les paroles changent... mais les actes ? », les travailleurs ont constaté au cours des luttes **classe contre classe** où se trouvent les sapeurs-pompiers des luttes malgré leur nouvelle tactique de se porter à la tête des luttes pour mieux les saboter.

Ne faut-il pas aussi rappeler combien de contrats de « progrès », d'« intéressement » (8 971 au 1er mars 1974), d'accords d'entreprise, sont à l'initiative des directions syndicales révisionnistes et réformistes pratiquant la ligne de collaboration de classes ?

Tout cela est jugé encore insuffisant pour les « leaders » révisionnistes et réformistes, alors Georges Seguy va plus loin dans la ligne de collaboration de classes. De peur d'être débordé par le mouvement de masse, le révisionniste Séguy a proposé le 1er septembre un plan en cinq points au gouvernement pour juguler l'inflation. En plus des trois points cités plus haut il ajoute « compensation de la perte fiscale (T.V.A.) qui en résultera par un impôt sur le capital et bien sûr, " l'échelle mobile " ». A qui fera-t-on croire que l'échelle mobile va régler les problèmes de l'inflation comme d'ailleurs les autres propositions ? L'échelle mobile n'est-elle pas appliquée en Belgique, en Italie ? Et alors l'inflation n'est-elle pas réelle ?

Les maux du système capitaliste ne seront nullement résolus par des réformes, mais seulement par une lutte classe contre classe, par la destruction de cette vieille machine d'Etat capitaliste basée sur le profit et l'exploitation.

Là, réside la véritable solution.

Quelques jours plus tard, le 5 septembre, le révisionniste Georges Séguy s'est adressé aux militants de la C.G.T., réunis au Palais des Sports, Porte de Versailles, là, il mettait en avant un mot d'ordre démobilisateur, celui de « négociation ». Il devait notamment déclarer : « Nous harcèlerons le gouvernement et le C.N.P.F. de propositions de négociations... »

Mais qu'est-ce que la négociation sans lutte ?

Rien qu'un marchandage des revendications pour maintenir la « Paix sociale », l'« ordre bourgeois ». Ce mot d'ordre n'équivaut-il pas à rechercher un accord comme moyen d'action politique, afin de se voir offrir, peut-être un jour, un poste ministériel dans un gouvernement bourgeois pour « bon service ».

L'exemple du Portugal n'est-il pas concret en ce domaine ? Le ministre du travail n'appartient-il pas au Parti révisionniste Portugais ? N'est-il pas le meilleur dans la répression contre les travailleurs en lutte ?

Non, la classe ouvrière ne se laissera pas imposer cette ligne capitularde !

La classe ouvrière guidée par son avant-garde marxiste-léniniste mettra tout en œuvre pour imposer dans la lutte classe contre classe ses revendications immédiates, parmi lesquelles :

— 1 500 francs net pour 173 heures.
— 40 heures immédiatement sans diminution de salaire !
— Non au chômage, produit du capital.
— Non à tout licenciement individuel ou collectif.
— La retraite à 60 ans tout de suite.
— A travail égal, salaire égal pour les jeunes, les femmes, les immigrés.

Les communistes marxistes-léninistes se porteront à la tête des luttes de la classe ouvrière, en combattant résolument le révisionnisme moderne, obstacle principal à la révolution prolétarienne.

Luc DACIER

Protectal Aluminium (Lille) :

LUTTE CONTRE LE LICENCIEMENT D'UN OUVRIER MARXISTE-LENINISTE

A « Protectal-Aluminium » (Lille), 5 mois après une importante grève menée classe contre classe, la lutte continue contre une mesure de licenciement d'un travailleur marxiste-léniniste.

En avril-mai dernier, les ouvriers de « Protectal » ont organisé la plus longue grève de l'entreprise (ceci en pleine « trève électorale ») contre les salaires de misère et l'intensification capitaliste du travail.

De cette grève, les travailleurs ont tiré deux enseignements majeurs :

● *Lutter classe contre classe c'est aussi dénoncer les manœuvres des dirigeants révisionnistes de la C.G.T.*

Au cours de la lutte, les ouvriers de « Protectal » ont démasqué les dirigeants syndicaux (les Séguy, Hespel et compagnie), les agents de la bourgeoisie monopoliste infiltrés dans les rangs ouvriers.

Le délégué confédéral de la CGT rappelé sur les lieux par le patron lui-même ,a tenté à plusieurs reprises et sans succès de briser la grève. Finalement, il réussit à liquider la grève en faisant voter les ouvriers sur un FAUX protocole d'accord avec la direction (cet ennemi de la classe ouvrière déguisé en « ami » avait *déjà* signé le vrai protocole avec le patron !). Conclusion : les ouvriers reprennent le travail convaincus d'avoir obtenu satisfaction ! Une fois connue la traîtrise du ponte CGT, la colère et l'amertume s'emparent des travailleurs.

Voilà la politique des dirigeants révisionnistes (soi-disant « communistes ») de la CGT : ces gens-là travaillent CONTRE la classe ouvrière et POUR les patrons et la bourgeoisie capitaliste ; *ils n'ont rien de commun avec la grande masse des syndiqués et délégués de base honnêtes, fidèles à leur classe* (comme le camarade délégué CGT de « Protectal ») ; ils n'ont rien de commun avec les travailleurs.

● *Il faut organiser la plus large UNITE PROLETARIENNE ET POPULAIRE autour de la grève.*

Une grève réclame un soutien matériel et moral. C'est pourquoi, en avril-mai dernier, les communistes marxistes-léninistes ont popularisé la grève de « Protectal » et organisé la solidarité par tracts, affiches, collectes, parmi les travailleurs, la population laborieuse et la jeunesse progressiste des lycées et des facultés.

Il est à noter que les marxistes-léninistes furent *les seuls* à organiser la solidarité prolétarienne autour de la grève de « Protectal » (alors que le délégué confédéral de la CGT et son adjoint développaient en coulisse leur travail de traîtres à la classe ouvrière...)

Aujourd'hui, 5 mois après la grève, le patron lance une provocation contre les ouvriers de « Protectal » en licenciant un de leurs camarades. Après le premier acte joué il y a 5 mois par un dirigeant révisionniste de la CGT (liquidation de la grève et collaboration de classe avec le patron), le deuxième acte est joué aujourd'hui par le patron (licenciement d'un travailleur communiste).

Il s'agit là des deux aspects d'une même politique : le ponte CGT et le patron défendent LES MEMES intérêts de classe : *ceux de la bourgeoisie.*

Le travailleur que le patron voudrait licencier est un marxiste-léniniste syndiqué à la CGT.

Le licenciement de notre camarade :

— C'est une mesure anti-ouvrière :

Le patron veut se débarrasser d'un travailleur qui avait joué un rôle actif dans la grève d'avril-mai dernier. Pour lui, les ouvriers doivent subir leur exploitation sans dire un mot ! Ainsi le patron montre qu'il *ne reconnaît pas le droit de grève,* cette conquête historique de la classe ouvrière.

— C'est une mesure anti-syndicale :

Notre camarade est syndiqué à la CGT et le patron craint que les syndiqués de base adoptent la lutte *CLASSE CONTRE CLASSE* et rejettent la collaboration de classe pratiquée par leurs dirigeants (les Krasucki, Maire...)

Ce licenciement est une véritable mesure anti-syndicale dirigée contre la masse des syndiqués fidèles à la classe ouvrière et à la lutte des classes.

— C'est une mesure anti-communiste

Le travailleur que le patron de « Protectal » veut licencier est un militant marxiste-léniniste :

● il combat pour la Révolution prolétarienne et le socialisme, et dénonce la trahison des dirigeants révisionnistes du faux « Parti communiste français », parti passé dans le camp de la bourgeoisie en dépit de son glorieux passé révolutionnaire.

● Il lutte pour l'unité de la classe ouvrière autour de son avant-garde marxiste-léniniste, contre la bourgeoisie monopoliste qu'elle soit «de droite» (Giscard) ou « de gauche « (Mitterrand), contre les deux superpuissances et particulièrement le social-impérialisme soviétique qui parle de « détente » et prépare la guerre.

Après le camarade ouvrier marxiste-léniniste Claude LEBRUN exclu de l'Alshom (Saint-Ouen), le licenciement de notre camarade de « Protectal » montre que la bourgeoisie sait reconnaître ses ennemis les plus résolus : les marxistes-léninistes.

Mais à « Protectal » la lutte s'engage : par la grève d'abord (du 4 au 7 septembre), par des baisses de cadences et le ralentissement de la production ensuite. Tandis que la mobilisation se poursuit et que sont organisées des collectes de solidarité auprès d'entreprises de la région, les ouvriers de « Protectal » décident de rester à l'offensive, d'attaquer le patron aux Prud'hommes et de faire le procès de la classe des exploiteurs qui développe de plus en plus la *fascisation* dans les entreprises.

A Lille le combat continu, soutenez la lutte de « Protectal ».

Ni à Protectal ni ailleurs : pas un seul licenciement !

Réintégration immédiate de notre camarade à son poste habituel !

Unité à la base et dans l'action contre les licenciements et la fascisation dans les entreprises !

Correspondant H.R.

Grève des dockers polonais

Les agences de presse annoncent que les dockers des ports polonais de Gdansk et de Gdynia, ont commencé la dernière semaine une grève diminuant le rythme du travail. Suivant l'agence « as. presse ». La grève a retardé le déchargement des cargos dans les deux ports et on a sollicité l'aide de l'armée ». Comme il ressort des informations des agences de presse a l'origine de cette grève se trouve un nouveau règlement des salaires. Les dockers n'ont pas accepté ce règlement considérant les salaires très bas.

Comme on le sait en décembre 1970 c'était précisément les dockers de ces ports qui ont été les premiers à entreprendre des actions révolutionnaires contre la dictature révisionniste de la nouvelle bourgeoisie polonaise et ont versé du sang dans les émeutes avec les forces d'oppression de cette bourgeoisie pour défendre leurs droits économiques et politiques.

« Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, les peuples veulent la révolution »

IRAN

Intensification de la rivalité entre les deux superpuissances dans l'Océan Indien

(Extraits d'un article de « Toufahn »)

TOUFAHN
ORGAN DE L' ORGANISATION MARXISTE-LENINISTE IRANIENNE
سازمان انقلابی کمونیستی توفان

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMES, UNISSEZ-VOUS ! | N°

Oh paix ! Que de crimes sont commis en ton nom !

Dans l'océan Indien, la concurrence entre l'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique s'intensifie tous les jours. Chacune des deux super-puissances accroît sa force militaire dans l'océan Indien et menaçant l'avenir des pays riverains de cet océan. Il est comique que tout cela se fasse au nom de la paix !

L'une parle de paix et cherche à construire la plus grande base maritime sur l'île de Diego Garcia ; l'autre parle de paix et sa flotte ne cesse de sillonner les eaux de l'océan Indien ; malgré qu'elle ait obtenu le droit d'accoster et de nombreuses facilités dans les ports de la région, elle cherche encore à obtenir de nouvelles bases et de nouvelles facilités.

Si vraiment ces deux impérialistes sont pacifiques et n'ont pas d'autre but que d'apporter la paix et l'amitié aux peuples de la région, pourquoi n'ont-ils pas voté pour la résolution de décembre 71 à l'Assemblée générale de l'ONU ? Pourquoi ne mettent-ils pas un terme à leur présence dans l'océan Indien « alors que le Sri Lanka et d'autres pays avaient proposé de transformer l'océan Indien en zone de paix ? » Drôle de paix que celle imposée par la force des baïonnettes ! Drôle de paix que celle assurée par une flotte de guerre !

La *Pravda* qui parle de la « paix pour l'océan Indien » prétend que la menace soviétique dans cette région est une pure histoire inventée par les milieux impérialistes et réactionnaires. S'il en est ainsi, nous devons alors leur poser la question : quel but poursuivent donc les 30 à 40 unités de la flotte de guerre soviétique entre Madagascar et l'Indonésie ? Pourquoi la présence prolongée de la flotte soviétique dans le port de Chittagong au Bangladesh ?

Pour voiler leur course aux armements dans le but de se partager le monde en zone d'influence, les pays impérialistes ont toujours prétexté le maintien de la paix et de la sécurité internationales ; aujourd'hui les deux super-puissances utilisent cette même manœuvre trompeuse. Elles augmentent leurs budgets militaires, complètent leurs armements, y compris leur armement atomique et nucléaire, elles concentrent leurs armées dans les autres pays. Mais tout cela, paraît-il, c'est pour préserver la paix ! Les peuples n'ont pas à s'inquiéter car « les oiseaux de la paix » planent au-dessus de leurs têtes, le long de leurs côtes, à leurs frontières, avec leur armement meurtrier, atomique ou non.

Dernièrement les révisionnistes ont nié l'existence de bases soviétiques dans l'océan Indien ; mais un simple regard sur la carte de l'océan Indien suffit pour montrer que l'URSS y a obtenu le droit d'utiliser certains ports et des facilités dans d'autres îles ou ports. Dernièrement elle a obtenu de nouvelles facilités en échange de « l'aide » économique et militaire qu'elle a accordée à l'Ile Maurice ; cette île est située au sud de l'océan Indien, c'est-à-dire juste dans la région où les pétroliers passent pour aller aux U.S.A. et en Europe.

La propagande de l'impérialisme et du social-impérialisme propage l'idée absurde selon laquelle non seulement le danger de guerre diminue de plus en plus, mais encore que l'époque de la guerre froide est dépassée, que la tension internationale a diminué et que l'heure est à la paix et à la tranquillité. S'il en est ainsi, alors que font les flottes de guerre soviétiques et US à plusieurs milliers de kilomètres de chez eux ?

Plus drôle encore est que non seulement les deux superpuissances chantent toutes les deux la paix et l'amitié, mais que chacune accuse l'autre de fauteur de trouble ! Et c'est en raisonnant ainsi que chacune justifie et prétend nécessaire — voire indispensable — sa présence et le renforcement de sa flotte de guerre dans l'océan Indien! L'URSS considère la transformation de « Diego Garcia » en base militaire comme une « démarche belliqueuse », « une menace directe contre la paix et la sécurité » et « un pas dangereux contre la cause de la paix ». Les autorités US par contre, considèrent la présence soviétique comme un danger pour les pays de la région et prétendent que la base de Diego Garcia « est indispensable pour la sauvegarde des pays amis des USA dans cette région »...

...La région du golfe Persique et de l'océan Indien contiennent d'énormes richesses naturelles et humaines. Selon un professeur de l'Académie maritime américaine « la partie occidentale de l'océan Indien recèle le plus grand nombre de richesses minières, agricoles, forestières, encore inexploitées et représente la partie la plus fertile des régions d'Afrique... Le long de ses côtes nord-ouest se trouvent 60 % des réserves mondiales, connues, en pétrole ; la partie nord renferme le potentiel humain de l'Inde et la partie orientale contient des richesses de l'Inde orientale ». La région du golfe et de l'océan Indien a une très grande importance stratégique. N'est-ce pas suffisant pour que les pilleurs transforment cette région en leur champ de concurrence ?

L'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique se sont infiltrés dans cette région pour développer toujours plus leur influence dans les pays qui bordent l'océan Indien et le golfe Persique ; pour priver les peuples de leur indépendance et de leur libération et pour piller leurs ressources naturelles.

Les peuples de cette région ont maintes fois élevé leur voix contre la présence des deux super-puissances ; il faut mettre fin à leur présence honteuse et porteuse de malheurs dans l'océan Indien.

LES HERBES SAUVAGES
70, rue de Belleville, Paris-20e
Ouverte de 9 h à 20 h même le dimanche.

LA FORCE DU LIVRE
33, rue René-Leynaud, Lyon-1er
Ouverte du mardi au samedi de 14 h à 19h 30.

- Le catalogue des classiques du marxisme-léninisme en vente dans ces deux librairies, est disponible contre 1,25 F (port) + participation aux frais.
- Aux « Herbes Sauvages » ouverture d'une salle de lecture.

SIKKIM

Nouveau complot des colonialistes indiens

L'expansionnisme indien, activement soutenu par ses maîtres sociaux-impérialistes ,vient de montrer quels étaient les buts d'un soi-disant « projet de loi » sur le Sikkim : l'annexion.

Déjà, dès l'accession à l'indépendance de l'Inde, le Sikkim était transformé par la force militaire en un « protectorat » indien. Au mois de juin 1974, le gouvernement indien fabriqua une « constitution » pour le Sikkim, constitution le privant totalement de son indépendance, bafouant sa souveraineté nationale et la volonté du peuple du Sikkim et de son chogyal (roi). Le prétendu « projet de loi » adopté le 29 août dernier n'a d'autres objectifs que d'officialiser la colonisation du royaume du Sikkim en l'obligeant à se faire représenter au parlement indien.

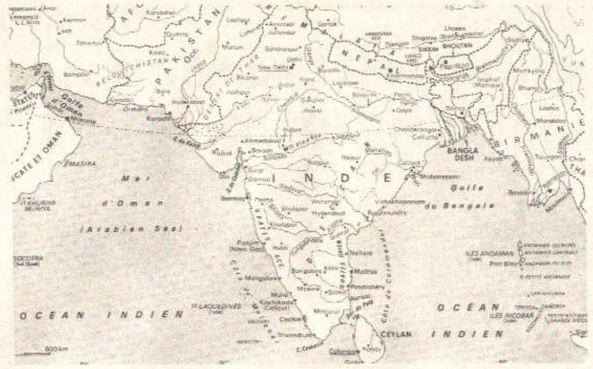
Mais les réactionnaires indiens doivent faire face à l'opposition de tous les peuples du monde, épris de justice, et en premier lieu celle du peuple indien et du peuple du Sikkim.

Le chogyal du Sikkim, Paldem Thondup namgyal, a notamment déclaré à un correspondant de l'agence de presse UPI: « La discussion commencera bientôt au parlement indien sur la question de la participation du Sikkim à cet organisme et de sa représentation dans ce dernier. Alors il sera nécessaire un amendement à la constitution indienne. Si cela se réalise, le Sikkim deviendra une part de l'Inde... La participation aux institutions politiques indiennes signifie l'intégration politique, c'est-à-dire la perte de l'identité politique ». Le peuple du Sikkim, dénonçant l'expansionnisme indien, a déclenché grèves et manifestations. Celles-ci ont été sauvagement réprimées par la troupe et la police indiennes qui occupent déjà le pays.

En Inde même, de nombreuses protestations se sont faites entendre : le journal « Hindustan Times », parlant de « tour de passe-passe constitutionnel » déclare notamment : « Le Sikkim ne fait pas partie du territoire de l'Inde. Il est, d'un point de vue constitutionnel, un pays étranger qui ne peut pas être représenté au parlement de l'union (de l'Inde)... Aucun pays ou aucun peuple ne choisit de son plein gré son effacement, et le gouvernement indien sera impuissant à faire croire au monde que l'annexion du Sikkim par l'Inde correspond à la volonté du peuple du Sikkim. » C'est pourquoi le « Statesman » demande : « Le peuple du Sikkim veut-il ce changement ? cette question ne lui a jamais été posée... Le peuple indien veut-il ce changement ? Lui non plus n'a pas été interrogé. »

D'autre part ,de nombreuses manifestations ont eu lieues au Népal, conspuant le gouvernement indien et attaquant sa volonté de transformer le Sikkim en colonie. Le Sikkim ne fait pas partie du territoire indien. Aucune loi indienne ne saurait y étendre sa souveraineté.

Les expansionnistes indiens se conduisent comme une sous-superpuissance. Leur but est de dominer l'Asie du Sud. Du démembrement du Pakistan en passant par le chantage nucléaire jusqu'à la création d'un prétendu groupe de pays sud-asiatiques qui serait sous leadership indien, les visées agressives de l'Inde ne visent pas seulement le royaume du Sikkim. L'oppression du fort sur le faible, voilà la nature de la politique indienne. Cette politique ne peut que soulever l'indignation et la colère des peuples du monde.



Il est pourtant une voix pour soutenir les visées annexionnistes de l'Inde sur le Sikkim : celle de la superpuissance qui se proclame « socialiste », le social-impérialisme. Marquant le mépris qu'il a de la volonté des peuples, l'organe de propagande des sociaux-impérialistes soviétique, l'agence TASS déclare sans vergogne que « l'élaboration et l'adoption de la Constitution (pour le Sikkim)... est un pas important vers la démocratisation de la vie politique du Sikkim. » De quel droit les nouveaux tsars impérialistes s'autorisent-ils à émettre un jugement sur les affaires intérieures d'un pays indépendant ? Y aurait-il aussi une « souveraineté limitée » pour le Sikkim? TASS poursuit : « l'approbation de la constitution a levé le dernier obstacle qui empêchait l'établissement d'un gouvernement démocratique dans ce pays ». Une constitution fixée par une puissance étrangère qui oblige ce pays à être annexé, voilà la « démocratisation » à la sauce social-impérialiste, « démocratisation » qui n'est pas sans rappeler les méthodes hitlériennes. Les pitres révisionniste peuvent féliciter leurs élèves indiens. Ceux-ci méritent leurs éloges. Ils se conduisent en ennemi des peuples du monde. Le « dernier obstacle » à l'annexion du Sikkim n'était autre que la volonté de son peuple qui refusait cette colonisation, « démocratique » ajouterait l'agence TASS. Mais comme l'expose le « quotidien du peuple », le social-impérialisme et sa protégée sous-superpuissance se conduisent comme des « aveugles et des sots »... « car toute action rétrograde entraîne en définitive un résultat contraire à celui qu'escomptent ses instigateurs. Il n'y a pas d'exception à cela, ni dans le passé, ni dans le présent, ni chez nous ni à l'étranger. En perpétrant l'agression et en poursuivant l'expansion contre ses voisins, l'Inde ne fait que soulever une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds et sera sévèrement punie par l'histoire ».

TUNISIE

Procès contre des marxistes-léninistes

Le 5 août dernier, 222 militants du Mouvement marxiste-léniniste « G.E.A. S.T. » (Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste de Tunisie) ont comparu devant la Cour de Sûreté de l'Etat, à Tunis, sous l'inculpation de « complot contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat ».

Parmi eux des ouvriers, des fonctionnaires, des professeurs de l'enseignement secondaire, des lycéens, des étudiants dont une soixantaine de jeunes femmes, qui mènent depuis plusieurs années une lutte résolue contre l'impérialisme et pour les libertés démocratiques en Tunisie, y rencontrant une audience croissante dans les couches populaires du pays.

L'attitude de ces militants au cours de leurs procès a été exemplaire. Ils ont très fermement dénoncé les différentes tortures et sévices qui leurs ont été infligés au cours de leur détention, réaffirmé avec détermination leurs convictions politiques, imposé la levée du huis-clos prescrit par le tribunal.

Les condamnations très lourdes qui ont été prononcées à leur encontre ne les ont pas fait plier. C'est le poing levé et aux cris de « un seul combattant suprême, c'est le peuple ! » qu'ils ont accueilli les sentences.

Ce procès a connu un grand retentissement dans le pays même, contraignant même la grande presse à le commenter. Les idées pour lesquelles combattent ces militants révolutionnaires correspondent en effet profondément aux aspirations des ouvriers, des paysans, des jeunes tunisiens.

Symboliquement, ce procès s'est ouvert un 5 août rappellant ainsi le 5 août 1947, Journée de Résistance glorieuse et de sacrifices dans l'histoire du peuple tunisien, marquée par un soulèvement populaire mené par les cheminots et les dockers de Sfax contre l'oppression colonialiste.

TOGO

Le peuple Togolais lutte pour la consolidation de l'indépendance nationale

La République du Togo a accédé à l'indépendance en 1960. Depuis lors, et en particulier durant ces dernières années, sous la direction du président Gnassingbe Eyadema, le pays n'a cessé d'obtenir de nouveaux succès dans sa lutte inlassable pour le développement de l'économie et de la culture nationales, pour la consolidation de son indépendance nationale et pour la sauvegarde de la souveraineté d'Etat. Sur le plan international, le gouvernement togolais poursuit une politique de non-alignement et maintient une position anti-impérialiste et anticolonialiste : il s'oppose à l'hégémonie des grandes puissances et au racisme, soutient activement les mouvements africains de libération nationale : il s'unit et coopère avec les autres pays du tiers monde, jouant ainsi un rôle toujours plus éminent dans les affaires internationales.

Le Togo qui fut soumis pendant longtemps à la domination et à l'exploitation impérialistes et colonialistes, ne se suffisait pas en céréales pendant les premiers jours de l'indépendance et devait importer presque tous les produits industriels, en raison de son regard économique. Pendant les 14 années qui ont suivi l'indépendance du pays, et surtout au cours de ces dernières années, le gouvernement togolais a accordé une importance particulière au développement de l'agriculture. Soulignant le fait que l'agriculture est la base de l'économie nationale, il a donné la priorité à la production céréalière.

Grâce au développement constant de l'économie, port Lome et les voies de communication routières ne cessent de s'élargir. Une route goudronnée reliant le port à la Haute-Volta est en cours de construction. L'achèvement de cette route favorisera l'édification économique du nord du Togo, et fournira un accès à la mer à son voisin, la Haute-Volta. La route contribuera de manière positive à la prospérité économique des deux pays et aux échanges commerciaux entre eux.

Une attention soutenue a été accordée ces dernières années à la liquidation des influences colonialistes dans les domaines de la culture et de l'enseignement de même qu'à la mise en valeur des traditions culturelles nationales.

Pour sauvegarder ses droits et intérêts économiques nationaux, le peuple togolais, riche d'une glorieuse tradition de lutte anti-impérialiste et anticolonialiste, a engagé ces dernières années une lutte contre l'hégémonisme des grandes puissances aux côtés des autres peuples du tiers monde. Lors de la session extraordinaire de l'assemblée générale de l'ONU consacrée à l'étude des problèmes des matières premières et du développement et de la troisième conférence de l'ONU sur le droit de la mer tenues cette année, les représentants du Togo ont condamné l'exploitation des petits pays par les grands et celle des pays pauvres par les riches. Ils ont indiqué que l'ordre économique existant dans le monde était injuste et révolu et réaffirme la souveraineté permanente du Togo sur ses ressources naturelles et son droit inaliénable de mettre pleinement en valeur ces ressources dans l'intérêt de son peuple.

Le gouvernement et le peuple togolais sont attachés depuis toujours à la sauvegarde de l'unité et de la libération nationale africaines et ont poursuivi positivement une politique de bon voisinage. Ces dernières années, le Togo a renforcé ses relations avec le Ghana, le Dahomey, la Haute-Volta, le Zaire et le Nigéria dans les domaines économique, culturel et commercial. De concert avec le Nigéria, il a proposé l'établissement d'une communauté économique des pays d'Afrique de l'ouest et a procédé à d'intenses préparatifs dans ce sens. Le président Eyadema a souligné en avril dernier que le développement de l'Afrique était l'affaire des masses africaines, précisant que « le développement collectif est la voie la plus sûre de la coopération entre les pays africains. »

Le gouvernement et le peuple togolais soutiennent activement les mouvements de libération nationale africains et s'opposent à l'oppression raciste. Ils ont déclaré à plusieurs reprises que le Togo continuerait à se tenir aux côtés des peuples frères africains qui subissent encore l'oppression et la domination colonialistes. Le gouvernement et le peuple togolais soutiennent aussi fermement la juste lutte des peuples arabes contre l'agression des sionistes israéliens et celle menée par les peuples des pays dans d'autres régions.

Encouragé par la situation excellente qui caractérise la lutte victorieuse menée par les pays du tiers monde contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme, le peuple togolais, laborieux et courageux, progresse à pas de géant, pleinement confiant en la victoire de sa lutte pour la consolidation de l'indépendance nationale, pour la sauvegarde de la souveraineté d'Etat et pour la construction de son pays.

Editorial

(Suite de la première page)

Actuellement la bourgeoisie refuse de plus en plus de donner une formation militaire sérieuse aux soldats du contingent, en raison de sa crainte de la révolution prolétarienne ! Cela conduit inluctablement à un affaiblissement considérable du pays face aux menaces d'agression notamment celles qui sont préparées par l'URSS : c'est une illustration de la tendance à la capitulation de la bourgeoisie monopoliste. Tout comme hier elle encouragea les fascistes allemands, italiens et japonais en les laissant mener leurs guerres d'agression, il existe aujourd'hui une tendance dans la bourgeoisie monopoliste à baisser la garde face aux super-puissances notamment le plus dangereux en Europe, le social-impérialisme soviétique. Voilà pourquoi les révolutionnaires authentiques dans notre pays doivent se battre pour une authentique formation militaire des masses populaires, formation qui ne saurait être envisagée sous le seul angle technique mais qui doit être inséparable d'une préparation idéologique sur la nature du danger en Europe. C'est là une condition indispensable pour le renforcement de la défense nationale.

Le gouvernement actuel tout en maintenant le principe de la défense nationale est incapable de mobiliser les masses populaires en raison du caractère oppresseur et réactionnaire de sa politique intérieure. Quant au « Programme Commun » qui représente la tendance montante de la bourgeoisie, il est extrêmement dangereux, car tout en prétendant renforcer la défense nationale il passe complètement sous silence le danger soviétique et désarme idéologiquement les masses en propageant la fable de la « détente ».

Actuellement la rivalité des deux super-puissances s'approfondit en Europe et en Méditerranée. Actuellement, 75 pour cent de l'armée soviétique, 70 pour cent de son aviation, 90 pour cent de ses missiles de portée moyenne et près de 85 pour cent de ses missiles de portée courte sont déployés en Europe. Il faut sérieusement se poser la question : « Pourquoi les révisionnistes soviétiques affûtent-ils leur couteau » ? et tirer toutes les conséquences.

Des militants marxistes - léninistes de Lyon rejoignent l'Humanité Rouge

Le processus d'unification des marxistes-léninistes se poursuit et se renforce, c'est là ce que confirme la décision des militants du « Regroupement communiste révolutionnaire marxiste-léniniste » de Pierre-Benite (Lyon) de rejoindre les rangs de « l'Humanité rouge ». Dans un texte annonçant leur décision ces camarades déclarent :

Notre ralliement à « l'Humanité Rouge » est le résultat d'une réflexion collective sur notre expérience au sein du regroupement communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, sur la base d'un bilan autocritique et d'une reconnaissance de la juste ligne prolétarienne de « l'Humanité Rouge ».

C'est par l'étude du processus d'unification des marxistes-léninistes, notamment la G.R., et après de longs débats entre nous puis avec les camarades de l'« H.R. », que nous avons compris que la ligne politique et la pratique que nous avons développé ont renforcé le courant gauchiste et, de fait, le révisionnisme moderne.

LE R.C.R.M.L. A DEFENDU DES POSITION ERRONEES :

Sur la question du parti :

Notre manque d'unité idéologique et pratique, nos faibles connaissances du marxisme-léninisme et notre suivisme par rapport aux groupes anti-parti, nous ont amené à défendre des positions idéalistes sur le parti. Pour nous, il était indispensable de développer les luttes exemplaires, de constituer des noyaux communistes, de regrouper des ouvriers combatifs et des militants révolutionnaires sans distinction, d'élaborer une analyse des classes « parfaite » pour répondre à toutes les situations sans exception, de lier les communistes à tout le peuple pour construire le parti...

Nous avons donc appelé les travailleurs des boîtes à construire le parti... dans l'abstrait, comme si rien n'existait...

C'était refuser de nous situer dans la lutte entre deux lignes au sein du mouvement M.-L.

Le R.C.R.M.L., par son existence même, a renforcé le camp des groupes anti-parti, nié la reconnaissance de l'avant-garde, regroupée autour de « l'Humanité Rouge », et freiné l'édification du parti.

Sur le révisionnisme :

Nous avons essentiellement critiqué le P.« C. »F. sur le plan économique sans lier correctement cette critique à la ligne politique et à l'idéologie des révisionnistes. Cette critique partielle n'était que le reflet d'une fausse analyse du révisionnisme que nous avons longtemps situé dans un autre camp que celui de la bourgeoisie...

C'était refuser de défendre les justes principes marxistes-léninistes, des camarades chinois et albanais qui nous enseignaient qu'il n'y a que deux voies : la voie bourgeoise et la voie prolétarienne.

Nous n'avons donc pu mener à fond la critique avec des faits concrets à l'appui, sur le crétinisme parlementaire, la collaboration de classe, la pratique social-fasciste du P.« C. »F. Il en a été de même sur le social-impérialisme soviétique. Nous n'avons pas su montrer que le révisionnisme est l'obstacle principal à la révolution prolétarienne, et l'ennemi des peuples.

Sur les élections :

Aux législatives de 1973, afin d'éviter l'éclatement du R.C.R.M.L., nous avons adopté une position de compromis en refusant de donner une consigne aux travailleurs. De plus, nous avons défendu la ligne de « débordement » chère aux trotskystes et populistes.

Par contre, aux présidentielles de 1974, nous avons mené le juste combat pour l'abstention dans l'unité avec les camarades de l'«HR» et d'autres groupes M.-L.

Après deux ans d'existence, sur la base d'un bilan-autocritique de notre expérience et de l'analyse du rôle anti-parti que nous avons joué, le R.C.R.M.L. a décidé à l'unanimité de se dissoudre.

Notre disolution, pour rallier « l'Humanité Rouge », ne marque pas la fin d'un processus d'unité idéologique, politique et organisationnel avec l'avant-garde, mais il marque une étape décisive.

Ce processus de ralliement nous l'accompfirons résolument sous la direction des camarades de « l'Humanité Rouge » qui nous ont montré ce qu'était une pratique correcte de l'unité.

Notre ralliement à la juste ligne prolétarienne de « l'Humanité Rouge » marque une victoire de l'esprit d'unité et de parti sur l'esprit de fraction, de scission et de secte entretenu dans nos rangs par les groupes anti-parti et à leur tête, le groupe scissionniste de Front Rouge.

Nous sommes persuadés qu'un jour ou l'autre, tous les communistes se retrouveront au coude à coude dans les rangs de « l'Humanité Rouge » et nous combattrons ensemble le révisionnisme et le capital exploiteur pour la révolution prolétarienne.

NI REVISIONNISME, NI GAUCHISME...

VIVE LE MARXISME, LE LENINISME, LA PENSEE MAO TSE-TOUNG.

VIVE L'UNITE DES MARXISTES-LENINISTES AU SEIN DE « L'HUMANITE ROUGE ».

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Souscription juillet-août

Pour une presse prolétarienne	10,00
Un lecteur, juin, juillet août	150,00
Anonyme	30,00
H.R. vaincra Al.	30,00
CDHR H.-Barbusse	100,00
Un délégué CGT	10,00
Un postier	2,00
CDHR Yveton ouest	100,00
CDHR Fabien	2,00
CDHR Casanova	140,00
Vive la lutte classe contre classe	150,00
CDHR Dimitrov	358,00
CDHR Varlin	20,00
Un cheminot ex-secrétaire Cellule PCF	3,60
CDHR Yveton (juillet)	309,00
Sur un marché	4,50
Un postier	4,00
CDHR Dallidet	8,60
CDHR Rivoive	3,40
CDHR Gramsci D	105,00
CDHR Quemal Stafa D	50,00
B.	15,00
Vive le MCI	20,00
CDHR Centre Ouest	125,00
Pour la victoire de la ligne prolétarienne de l'H.R.	200,00
Deux camarades	50,00
Un camarade	3,50
CDHR A. Marty	4,80
Vive l'unification des M.-L. en France contre le révisionnisme	50,00
A.C.	100,00
Gloire éternelle à Joseph Staline	490,00
Guingamp	20,00
Soutien HR	1,30
Berck-sur-Mer	3,00
Un étudiant gabonais	1,05
CDHR Hapiot	40,00
CDHR J.-Baillet	300,00
CDHR Frankel	263,00
CDHR Gustave Carret	8,20
Soutien permanent (août)	10,00
CDHR Lou Sin	200,00
Un sympathisant	50,00
Un sympathisant breton	1,00
Soutien à HR	1,00
Un cheminot	3,00
Soutien à HR en plus d'abonnement B. J.P.	10,00
CDHR F. Yveton B	100,00
CDHR Jeanne Labourbe B.	58,00
CDHR E. Pottier B.	307,50
Un étudiant libanais	1,50
Un travailleur	3,00
Un étudiant	3,00
Un communiste	2,00
Un couple d'ouvriers	1,00
Un sympathisant	3,00
Un couple d'amis	1,00
Un sympathisant	3,00
Un étudiant	0,50
Une immigrée espagnole	10,00
CDHR Lissagaray (juin, juillet))	60,00
Un enseignant	300,00
Des anciens résistants (août, septembre)	50,00
Alain HR vaincra	30,00
En supplément à abonnement P.P.	40,00
En supplément à abonnement TC	30,00
En supplément à abonnement BJL	20,00
Un sympathisant breton	1,00
R.L. soutien à HR (août)	40,00
En supplément à à réabonnement TJC	8,00
En supplément à commande de brochures DJP	24,00
Soutien à HR CE	36,00
Des travailleurs du SO (juilet août)	1.000,00
CDHR ouest soutien à HR	20,00
Enseignants du centre Bretagne	50,00
Anonyme Paris	100,00
GB-MD pour combattre le révisionnisme moderne	50,00
Des militants anti-révisionnistes, anti-social impérialiste de l'est	400,00
CDHR J. Staline S.	250,00
Soutien à HR M.	100,00
Soutien permanent	150,00
A une vente d'HR	3,00
En supplément à commande de brochures GM	3,00
Supplément à réabonnement Mme L.	15,00
Supplément à à réabonnement Y.L.S. Bretagne soutien à HR	8,00
Supplément à réabonnement TJC	8,00
Supplément à réabonnement Mme H.	4,00
Supplément à brochures DA	11,00
Soutien au juste combat pol. de l'HR D.A.	11,50
Supplément à commande de brochures GM	1,00
Un étudiant travailleur	15,00
Une immigrée espagnole	10,00
CDHR Yveton B.	7,20
Une employée	1,50
CDHR E. Pottier B.	50,00
CDHR J. Labourbe B.	50,00
Anonyme à Librairie E-100	400
Total depuis le numéro 238 (24 juillet)	7 420,60
Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'HR	488 391,62

Souscription de cette semaine

Supplément à réabonnement et abonnement TR et GT	2,00
Supplément à abonnement soutien à HR, TJP	40,00
Supplément à abonnement soutien à HR, LG	20,00
Des camarades	24,00
Soutien permanent sept. JV	10,00
Soutien permanent sept. RL	40,00
CDHR Frankel	120,00
CDHR G.-Moquet	5,00
CDHR Politzer	20,00
Un camarade	2,00
CDHR Jdanov	160,00
Un étudiant contre le trotskysme	2,00
CDHR Dallidet	500,00
CDHR Balagne	100,00
CDHR Hapiot	30,00
CDHR H.-Babusse	100,00
CDHR Baillet	300,00
CDHR J. Staline S.	503,00
Souscription du comité de rédaction de l'HR	280,00
Un jeune ouvrier	50,00
Un sympathisant	35,00
La femme d'un syndicaliste	6,00
Un lecteur	0,40
Collecte au meeting de Lyon, soutien à HR	100,00
Soutien à HR un ex-militant de Front Rouge	10,00
Collecte à l'occasion du ralliement à HR de militants ML de Lyon	134,20
Total de la semaine	2 593,60
Total général utilisé pour le règlement des des dettes de l'H.R.	490 985,22

"UNE PETITE PIERRE A L'ÉDIFICE"

Une lectrice nous écrit...

Lectrice depuis peu de temps de votre journal, je souhaite vous apporter un bien modeste témoignage de mon soutien croissant à votre juste ligne politique.

Bien que connaissant « de nom » votre journal, je ne m'étais jamais efforcée de le lire. Un sympathisant de « l'Humanité Rouge » me prêta le numéro « spécial Femmes ». Je me suis alors vite rendue compte que les différents articles m'aidaient à prendre des positions plus claires sur mon lieu de travail, (je ne travaille qu'avec des femmes), ainsi que par rapport à un comité local du M.L.A.C.

Ensuite au moment des élections présidentielles, je décidai de m'abstenir et de défendre l'abstention en dépit de la pauvreté de mes arguments politiques. Encore une fois les numéros de « l'Humanité Rouge » répondirent à des questions d'importance majeure.

Différents articles (notamment « Qui est Mitterrand ? ») m'ont aidé à défendre l'abstention sur mon lieu de travail où la ligne révisionniste « séduit » nombre de mes collègues.

L'isolement a été quelquefois difficile mais c'est grâce à votre juste ligne marxiste-léniniste que des personnes peuvent «tenir le coup» isolement.

Je viens de lire « le Défi Révisionniste » et entreprends la lecture de « Prolétariat » n° 6. Je ne veux pas faire preuve d'un enthousiasme aveugle, mais je dois dire que tous ces textes m'aident à trouver des réponses justes à de nombreux problèmes.

Je suis militante de l'A.A.F.C. et je suis profondément touchée de voir qu'il existe des marxistes-léninistes français conséquents dans leur soutien à la République populaire de Chine.

J'explique cette remarque : Argenteuil (la ville où j'habite) a été plusieurs fois le terrain privilégié de différentes organisations : la G.P. à travers le Secours Rouge (à deux reprises) puis Front Rouge à travers le Comité Indochine-Palestine.

Notamment « Front Rouge » masqué par le comité Indochine-Palestine ne soutenait pas la République populaire de Chine et l'Albanie (absence quasi totale d'articles dans Front Rouge à l'époque où je le lisais) mais certains militants allaient jusqu'à critiquer violemment le temps consacré aux A.F.C., temps perdu bien sûr pour la cause de Front Rouge et du Comité Indochine-Palestine. Certes, cette dernière attitude pourrait ne rien prouver et être le fait de militants isolés. Toutefois à chaque expérience deux habitants d'Argenteuil (un militant « inorganisé » et moi-même) ont dressé un bilan : les mêmes erreurs (erreurs graves vis-à-vis de la population, arguments faciles pour la municipalité P.« C. »F.), la même ligne constante, c'est-à-dire le gauchisme dont vous faites une analyse juste et précieuse pour le travail militant à tenir. Dans votre brochure « le gauchisme moderne ».

Ces expériences négatives portent quand même des fruits : c'est pourquoi j'ai appris à mieux discerner une ligne politique juste d'une ligne fausse et c'est pourquoi j'ai pris la décision de soutenir « l'Humanité Rouge ». Je souhaite confirmer cette position en continuant la lecture régulière de votre journal et de vos brochures afin d'affermir mes positions et constater que je ne suis pas victime de mon enthousiasme aveugle comme je l'ai été vis-à-vis du Secours Rouge et du comité Indochine-Palestine.

« En toute chose un communiste doit se poser la question du pourquoi ; il doit réfléchir mûrement, voir si tout est en conformité avec la réalité et vraiment fondé. En aucun cas, il ne faut suivre aveuglément les autres et préconiser la soumission servile à l'opinion d'autrui ». Mao Tsé-toung.

D'autre part je voudrais préciser que, si cette lettre vous est bien peu utile, elle est pour moi le symbole d'une prise de conscience: en effet je crois que les lecteurs de « l'Humanité Rouge » ne doivent pas se considérer comme étrangers au journal.

Vous écrire c'est vous soutenir et apporter une petite pierre à l'édifice.

En souhaitant de nombreux succès à « l'Humanité Rouge » je salue tous les camarades qui luttent activement pour promouvoir la pensée marxiste-léniniste et le socialisme en France.

A L'ECOUTE DE RADIO-ALGER

Nous signalons à nos lecteurs qu'il est très facile de capter les émissions françaises de Radio Alger (1 300 m grandes ondes à 14 h et 21 h). On peut y entendre de nombreuses informations internationales ou algériennes qu'on ne risque pas de trouver sur les radios françaises. L'Algérie est un des leaders du tiers monde qui constitue « la force motrice révolutionnaire qui fait avancer la roue de l'histoire universelle, de même que la force principale dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et, en particulier, contre les superpuissances ». (Teng Siao Ping).

De ce point de vue il est certain que Radio Alger est à la pointe du soutien aux luttes de libérations nationales particulièrement en Afrique et en Palestine. Nous aurions tort de négliger les informations ou les leçons qu'il peut nous donner à ce sujet.

AFFICHEZ H. R.

CHILI : Le chemin est complexe et dur mais il y a un chemin

(entretien avec un responsable du Parti Communiste Révolutionnaire)

Un an après le putsch militaire, comment analysez-vous la situation politique au Chili ?

R. — C'est une situation qui n'est pas tellement simple. Le 11 septembre prochain il y aura déjà une année que les militaires se sont emparés du pouvoir au Chili. Ils ont exercé toutes sortes de répression contre le peuple. Jusqu'à aujourd'hui durent le couvre-feu et l'état de guerre. Cela montre combien ils sont impopulaires !

La situation économique est très grave. La junte militaire est guidée par une conception très arriérée, primitive. Elle entend rétablir la loi de l'offre et de la demande, et cela dans un pays sous-développé, victime de l'exploitation impérialiste. Cette politique entraîne une formidable crise économique. Les choses les plus élémentaires pour la vie du peuple ont augmenté de 1 000 à 2 000 %. Alors que les salaires stagnent. Un journal qui est pourtant officiel au Chili a été jusqu'à constater publiquement qu'on cherche à retrouver le juste prix de toutes choses... sauf du travail humain salarié.

D'un autre côté, le gouvernement cherche des investissements étrangers. Il a fait retourner les entreprises nationales dans les mains de l'impérialisme, sauf le cuivre pour lequel il a payé des indemnisations élevées tout en acceptant des collaborations économiques et techniques. C'est que les cours mondiaux actuels du cuivre sont très bas, ce qui rend cette solution tout à fait acceptable pour l'impérialisme.

Ils ont ouvert les portes du pays et laissé fuir toutes sortes de marchandises nationales. L'économie chilienne se trouve ainsi dans une situation extrêmement grave. La crise est très impopulaire. L'ensemble du peuple et la petite bourgeoisie — même aisée — se trouvent touchés par elle.

La Junte n'a pas la sympathie de la majorité. Elle est très isolée. Elle n'a pas réussi à se trouver des alliés civils qu'elle aurait pu installer au gouvernement. Elle a rejetté toute la Constitution ; supprimé toute forme d'organisation politique, parti, syndicat ; interdit la grève. Elle a aussi tué beaucoup de gens. La base du gouvernement, c'est l'armée, la force militaire qui terrorise le peuple.

Le peuple chilien a de grandes traditions de lutte. Depuis presque un siècle se mènent des luttes organisées et qui ont coûté très cher à la classe ouvrière et au peuple de notre pays. Penser qu'elles vont disparaître c'est oublier les lois fondamentales de l'histoire. Il existe une puissante classe ouvrière au Chili. Elle ne reculera pas en face de tout cela, même si elle a subi des pertes.

Mais, pour le moment, l'expression politique des travailleurs, leur organisation n'est pas évidente.

Les vieux politiciens bourgeois de la Démocratie Chrétienne essaient de tirer partie de la situation. Pour eux, « la chose la plus importante qui ressort du coup d'état, c'est que le marxisme ne peut gouverner le Chili ». Ils estiment en conséquence qu'ils sont la force « démocratique et populaire » la mieux placée et commencent à suggérer une collaboration avec la Junte pour rétablir une forme de gouvernement constitutionnel.

Mais ils sont très discrédités aux yeux des masses et très divisés entre eux, puisqu'ils se sont fait les complices du coup d'Etat.

Les militaires ont pris tous les pouvoirs : exécutif, législatif, judiciaire. Ils viennent de proclamer l'Acte Institutionnel. C'est une démarche ridicule, mais ils ont besoin d'avoir un semblant de structure.

Il n'y a pas encore eu une analyse approfondie de ce que cherchent les militaires, de ce qu'ils sont. Fascistes ils le sont, bien sûr, dans le sens de leur idéologie. Mais dans le sens social et politique, c'est autre chose. En Europe, le mouvement national-socialiste a cherché une base de masse, monopolisé l'économie en quelques mains, renforcé son parti politique, développé sa propre police, cherché à organiser le mouvement des travailleurs.

Au Chili, on ne trouve pas ces éléments très caractéristiques.

Depuis un an, ils n'ont réussi à organiser aucune manifestation de masse. La plus importante — composée de lycéens — a réuni 2 000 personnes. Ils ont peur des masses.

Ils ont créé la DINA : c'est une police politique très féroce. Les Américains — qui ont systématisé les expériences du monde entier en matière de torture — travaillent avec elle. C'est un groupe clandestin et autonome qui exerce une répression très brutale.

La junte n'a pas réussi à installer un cadre « corporatiste » au Chili. Sa politique a même touché aussi la bourgeoisie en donnant toutes libertés aux importations étrangères avec lesquelles la bourgeoisie chilienne ne peut soutenir la concurrence.

Les militaires sont contraints de reconnaître la gravité de la situation économique, mais disent que c'est la faute d'Allende. Ils affirment que ce qui est perdu dans l'industrie sera regagné en agriculture. C'est impensable ! Ils ont en effet restitué les terres de la réforme agraire aux anciens propriétaires. Des investissements très importants seraient nécessaires qui sont impossibles à l'initiative privée. Leur parodie de réforme agraire : « La terre à ceux qui la travaillent... bien » — c'est-à-dire, les riches ! — ne peut tromper personne.

La corruption est très développée. Déjà de nombreuses contradictions sont apparues entre eux, entre les différents corps d'armée.

Dans leur caractérisation une chose en tout cas est sûre : tels qu'ils sont ils représentent un groupe réactionnaire, agents de l'ennemi et notre peuple doit les combattre en tant que tels.

Quel est le jeu des révisionnistes dans cette situation ?

R. — Ce sont eux qu'il faut démasquer en premier, ce sont eux les vrais coupables de ce qui se passe au Chili.

Les partis politiques traditionnels sont détruits, non seulement parce qu'ils n'étaient pas préparés pour le coup d'Etat, mais aussi parce que leur ligne a échouée, ils n'ont plus rien à proposer aux masses.

Ceux de leurs membres et cadres qui restent sont très découragés. Ils se sentent abandonnés, méfiants de l'avenir.

L'attitude de la gauche chilienne se résume à ceci : « Il faut revenir en arrière ». Ils disent qu'aujourd'hui il se passe de mauvaises choses alors qu'hier il s'en passait de bonnes.

Les révisionnistes, eux, ont déclenché une grande campagne pour affirmer que la ligne du passage pacifique continue d'être valable pour le Chili. D'après eux, il faut seulement rectifier les défauts qui sont apparus dans son application. Ce qu'ils appellent « défauts », c'est l'action spontanée des masses. Ils proposent ainsi la même ligne du passage pacifique... mais un peu plus à droite encore.

Ils ne veulent pas entendre parler de lutte armée. Pourtant la lutte armée — dans le sens de la guerre du peuple — est la seule façon de détruire l'armée réactionnaire.

Quelles sont actuellement les possibilités du mouvement démocratique ?

R. — Il existe actuellement de grandes possibilités pour le mouvement démocratique, mais aussi un certain nombre de freins importants.

Le coup d'Etat au Chili est arrivé au moment de la crise des dictatures militaires dans le monde entier. Le monde connaît en effet de grands bouleversements qui sont favorables aux peuples et défavorables aux réactionnaires. On ne se trouve pas dans la période d'essor du fascisme comme au cours des années 30. Ni dans celle des années 40 où les Américains ont fait toutes sortes de coups dans les pays d'Amérique latine. Le Chili s'inscrit dans cet ensemble très complexe. La situation internationale n'est pas favorable à la junte ; cela implique des possibilités de changement.

Les contradictions au sein de l'appareil répressif peuvent accélérer un peu les choses. Toutefois, il faut un temps pour rallier et unifier le peuple. Ce temps peut ne pas être long, mais il est quand même inévitable.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de luttes, pas de résistance. Nous savons qu'il y a beaucoup d'actions, pas seulement individuelles, mais aussi collectives, surtout parmi les ouvriers.

Mais actuellement il n'existe pas encore de drapeau reconnu pour rallier le peuple. Nous respections la figure d'Allende mais, à cause des erreurs commises, elle ne peut jouer ce rôle. Il faut une ligne générale, il faut définir le camp des amis et celui des ennemis.

Nous ne devons pas nourrir d'illusions à court terme mais il ne faut pas être pessimiste non plus. L'unité qui doit se former ne doit pas être une unité formelle au niveau des groupes politiques, mais elle doit se réaliser à la base. Or les gens sont méfiants car ils vivent une expérience sanglante. La nouvelle unité doit être bâtie au niveau le plus bas et dans les conditions très concrètes de la période actuelle, pour accumuler des forces.

Pour nous, la tâche est claire : Nous devons réorganiser nos forces, rallier le peuple, unifier les autres forces politiques importantes.

Le chemin est complexe et dur, mais il y a un chemin.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

les partis marxistes-léninistes à l'avant-garde de la lutte contre les deux superpuissances

Parti Communiste marxiste-léniniste de Belgique

(Extraits d'un article de « Clarté » n° 57)

Les communistes sont à la fois des patriotes et des internationalistes

Durant la résistance populaire anti-hitlérienne, plusieurs milliers de communistes de Belgique sont tombés au combat contre l'ennemi, ont connu les camps de concentration, ont pris part à la guerre dans l'Armée Belge des Partisans, ont participé au combat sous une forme ou sous une autre. Ils l'ont fait parce qu'ils étaient des révolutionnaires, des anti-fascistes, des patriotes.

Le camarade Mao Tsé-toung a dit : « *Le communiste, qui est internationaliste, peut-il être en même temps patriote ? Nous pensons que non seulement il le peut mais il le doit* ». Il ajoute que « *ce sont les conditions historiques qui déterminent le contenu concret du patriotisme* ». Par exemple, durant la deuxième guerre mondiale, les communistes japonais et allemands ont contribué à la défaite de leur propre pays dans la guerre. C'est ainsi qu'ils ont été des patriotes « *car ces guerres entreprises par les agresseurs japonais et par Hitler sont aussi funestes pour le peuple de leurs propres pays que pour les peuples du monde* ».

Plus récemment, quand les communistes français ont organisé une lutte héroïque contre la guerre, conduite par la bourgeoisie française, aux peuples indochinois, ils ont agi en véritables patriotes, en véritables internationalistes.

Quand les dirigeants d'un PCF devenu révisionniste ont soutenu leur bourgeoisie dans la guerre d'Algérie et ont persécuté les militants communistes qui se solidarisaient avec le peuple algérien, ils ont prouvé qu'ils n'avaient plus rien de communistes, qu'ils trahissaient. De même, quand en 1964, les dirigeants du PCB se sont solidarisés avec la bourgeoisie belge contre le peuple congolais ayant à sa tête Patrice Lumumba, ils ont prouvé qu'ils étaient des révisionnistes, des traitres. Quand en 1964, seuls en Belgique, les marxistes-léninistes ont su aller à contre-courant, exprimer leur solidarité avec le peuple congolais agressé par les paras belges à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani) et à Paulis, ils ont prouvé qu'ils étaient de véritables internationalistes, de véritables patriotes. Autre exemple encore. Quand en 1944, les communistes-tchécoslovaques luttaient en collaboration avec l'armée libératrice soviétique de Staline, ils étaient des patriotes. Quand trente ans plus tard, les révisionnistes tchécoslovaques collaborent avec l'armée social-fasciste soviétique de Brejnev qui opprime leur peuple, ils sont des traitres.

La bourgeoisie toujours prête à trahir l'indépendance nationale

La seule loi de la bourgeoisie, c'est la recherche du profit maximum. Quand les idées de patrie et de nation lui servaient dans sa course au profit, elle était sans restriction patriote et nationale. Aujourd'hui, quand ses intérêts sont en jeu, elle n'hésite pas à jeter par-dessus bord l'idée de patrie ou d'indépendance nationale. Ainsi dans les années 1947 et suivantes, elle s'est mise à la remorque de l'impérialisme américain. Voilà pourquoi Staline disait que « *maintenant la bourgeoisie troque les droits et l'indépendance nationale contre des dollars* ».

Les événements évoluent. Lénine a insisté sur la loi du développement inégal. L'impérialisme britannique a dominé le monde puis il a connu le déclin. L'impérialisme allemand aurait voulu prendra sa place mais il a subi deux défaites militaires. C'est l'impérialisme américain qui est devenu le dominateur du monde. Aujourd'hui, c'est à son tour un impérialisme en déclin parce qu'il a subi des coups durs : il a subi de lourdes défaites militaires devant les armées du peuple en Corée, au Vietnam, au Laos ,au Cambodge. Les peuples qu'il domine se dressent contre lui. Il subit des revers économiques multiples. Il connait même des difficultés internes dues au combat de son propre peuple. Dans un autre de ses derniers écrits, « Les problèmes économiques du socialisme », Staline lui-même montrait que la primauté de l'impérialisme américain serait contestée. Il prévoyait que la France capitaliste notamment tenterait « *de s'arracher au joug américain pour s'engager sur le chemin de l'indépendance* ».

Certes, les communistes savent que la bourgeoisie monopoliste n'a qu'un sens très limité de l'indépendance nationale — limité par ses intérêts de classe, limité par sa course haletante au profit, limité par sa verte peur du combat populaire et de la révolution prolétarienne (en 1936, la bourgeoisie disait partout en Europe : plutôt Hitler que le Front Populaire).

Aujourd'hui qui relève le drapeau de l'indépendance nationale et qui le porte en avant, ainsi que le proposait Staline ? Ce sont les communistes — les véritables communistes, les marxistes-léninistes car bien entendu, la clique révisionniste s'est transformée en une cinquième colonne du social-impérialisme soviétique. Les communistes marxistes-léninistes appellent la classe ouvrière et les autres couches travailleuses au combat pour l'indépendance nationale. Et ce combat est partie intégrante du combat pour la révolution prolétarienne.

Parti Communiste d'Italie (marxiste léniniste)

La politique de la canonnière poursuivie par les deux superpuissances, l'Union soviétique et les Etats-Unis, dans leur rivalité pour la domination de la Méditerranée est condamnée aujourd'hui dans un article de « Nuova Unita », organe du parti communiste d'Italie (marxiste-léniniste).

L'article souligne la nécessité de « mener une lutte pour forcer les Etats-Unis et l'Union soviétique à retirer de la Méditerranée tous leurs bâtiments de guerre et armes nucléaires et conventionnelles. » « Il est nécessaire de mettre un terme à la politique de la canonnière poursuivie par les deux superpuissances », indique l'article.

« Les deux superpuissances doivent être tenues responsables de la guerre et des massacres qui se sont produits à Chypre. »

« Elles pratiquent et développent toujours les infâmes ruses du colonialisme pour dresser certains pays petits et moyens les uns contre les autres afin d'étendre, à la faveur des combats acharnés, leurs sphères d'influence et leur domination en Europe et dans d'autres parties du monde. »

L'article fait remarquer que la rivalité soviéto-US a aggravé la crise chypriote. Tirant avantage de la crise, ces deux superpuissances ont envoyé de nouveaux bâtiments de guerre en Méditerranée.

Parlant de la « proposition » avancée par Brejnev sur le retrait de la Méditerranée de tous les bâtiments et sous-marins équipés d'armes nucléaires de la marine soviétique et de la marine US, l'article dit : « Brejnev ne cherche qu'à acquérir la supériorité militaire en Méditerranée et en Europe afin de faciliter l'exécution de ses plans expansionnistes. »

En conclusion, l'article dit : « En Europe comme dans le reste du monde, le front uni contre les deux superpuissances s'élargit et se renforce. C'est le seul moyen d'éliminer la menace d'une guerre mondiale posée par la rivalité criminelle de l'impérialisme et du social-impérialisme pour la domination du monde. »

Parti Communiste de Suisse (marxiste léniniste)

(Extraits d'un article d'« Octobre » n° 76)

...Mais les grands « théoriciens » font ensuite étalage de citations et d'exemples tirés avant tout de la période de la II[e] Internationale. Il est connu que les opportunistes à l'intérieur de la social-démocratie se démasquèrent alors avant tout dans la question de la défense nationale. C'est Lénine qui représentait alors la ligne correcte de l'internationalisme prolétarien, qui expliquait que les communistes devaient refuser les crédits de guerre, que la classe ouvrière devait répondre par la révolution prolétarienne à la guerre impérialiste. Etait-ce juste ? Naturellement que c'était juste ! Lénine et les communistes ne tiraient pas cette ligne des nuages, mais ils appliquaient le principe léniniste de l'analyse concrète d'une situation concrète. C'étaient alors les impérialistes européens qui représentaient le danger principal dans le monde ; il y avait en Europe deux camps impérialistes en conflit pour l'obtention d'influence et de débouchés. La Suisse était alors du côté du militarisme prusso-germanique. Le général Wille, traitre à la patrie, montrait une sympathie non-déguisée à l'égard de l'impérialisme allemand. Dans cette situation, il était clair que se prononcer pour la défense nationale représentait un soutien direct aux impérialistes. Pendant la deuxième guerre mondiale, cependant, la situation était toute différente pour la Suisse. Le danger principal venait du fascisme hitlérien. La Suisse et les autres pays européens étaient fortement menacés, sauf les pays eux-mêmes fascistes, comme l'Espagne et l'Italie. Dans cette situation, il était entièrement juste de prendre fait et cause pour la défense nationale si l'on ne voulait pas livrer la Suisse au fascisme. Le PCS (section de la III[e] Internationale) avait lui aussi une ligne entièrement juste. Au cours de leurs 6[e] et 7[e] Congrès, les communistes insistèrent sur le fait qu'en fonction du danger de fascisme menaçant, tout devait être fait pour renforcer la capacité de défense militaire de la Suisse.

C'est justement cette position qui leur acquit la sympathie et le soutien d'une grande partie du peuple et d'autre part la haine de la bourgeoisie qui essayait de masquer ses propres manœuvres de trahison de la patrie, comme par exemple les livraisons d'armes à Hitler, avec le vieux slogan : « Les communistes sont des traitres à la patrie ». Quelle est la situation actuelle ? Le danger principal dans le monde est représenté par la rivalité des deux superpuissances impérialistes, les USA et l'URSS, pour la domination du monde, et leur collusion lorsqu'il s'agit d'opprimer les peuples. Au 10[e] Congrès du Parti communiste chinois, le camarade Chou En-laï déclarait : « La proclamation de "l'année de l'Europe" et la tenue de la conférence de sécurité démontrent que sur le plan stratégique le point clé de leur rivalité (USA et URSS), c'est l'Europe ». Qu'est-ce que cela signifie pour nous ? Cela signifie-t-il que nous devons refuser la défense nationale, cela signifie-t-il que nous pouvons nous contenter d'une explication formaliste selon laquelle la Suisse ne serait aucunement indépendante et qu'on ne peut défendre ce qui n'existe pas ?

Le P.C.S.-M.L. déclare : nous menons la lutte contre tous les ennemis du peuple, à l'intérieur et à l'extérieur ; nous ne nous allions pas à un impérialisme pour en combattre un autre, nous nous lions au peuple pour faire naître un large mouvement d'unité populaire contre le capitalisme et le révisionnisme, contre l'impérialisme et le social-impérialisme. Seule la force concentrée de toutes ces luttes garantit la victoire de la révolution socialiste, la victoire de la dictature du prolétariat.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution : N.M.P.P. — Imp. S.I.M., 20 rue Sambre-et-Meuse, 75010 PARIS — Dépôt légal : 2[e] trimestre 1974.